

Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation | Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé. Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

CRISE ANGLOPHONE

Le cardinal Tumi revient à la charge

● Approché hier à Yaoundé, au terme de la cérémonie d'ouverture de l'assemblée plénière des évêques, l'archevêque émérite de Douala évoque les causes du malaise et prône le dialogue, y compris avec les sécessionnistes.

Page 9



Page 8 | Appels à la candidature de Paul Biya

8 | Nouvelle saison d'émotions de soutien

Page 4 | Réparation des appareils électroniques

4 | Ces génies du secteur informel

UNE BASE DE DONNÉES PLUS LARGE ET FIABLE

REJOIGNEZ L'ANNUAIRE
DES ENTITÉS.

INSCRIVEZ-VOUS DÈS
MAINTENANT SUR iCUBEFARM.COM

CONTACT: Info@icubefarm.com



Je cherche l'université

 Par Le mutant

Ces jours-ci, on entend autant de vacarme dans nos antres du savoir que dans une église de réveil. Rien à voir avec les vivats et huées des amphithéâtres qui font la particularité des académies tropicales, encore moins avec ces joutes épistolaires épiques du genre Maurice Kamto/Hubert Mono Ndjana, qui « agitent » autrefois le landernau. Non, l'université camerounaise s'est transformée en ces célèbres galeries dans lesquelles, chaque jour, on découvre quelque chose de nouveau, mais dans le mauvais sens !

Les enseignants d'universités se jettent des sorts, se rouent d'injures telles de vieilles sorcières pour des sujets qui sont situés aux antipodes de la science ! Comme dans la jurisprudence de nos tribunaux, les scandales s'épèlent à l'université : affaire Kontchou Kouomegni contre Bekolo Ebe, affaire Adolphe Minkoa She contre Magloire Ondo, affaire René Joly Assako contre Pkwang Pkwang, etc.

Ajouté à cela, « l'enkondenguillement » des gestionnaires, grands maîtres et apôtres parfois de la bonne gouvernance universitaire ! Et vous n'avez pas tout avalé ! Le plat de résistance, le plagiat, fait désormais partie des grandes spécialités servies dans nos tabernacles du savoir. Ah oui, l'université camerounaise n'est qu'une ronéo géante qui reproduit par métastases les œuvres et travaux des pairs et les transmet de génération en génération. Ils n'ont jamais été aussi à l'aise que lorsqu'il s'agit de faire du copier-coller, nos grands profs. Et, depuis que l'Université de Yaoundé II vient d'« inventer » le logiciel anti plagiat, l'Adm qui détecte les « plagieurs », ils sont tous transis d'angoisse. 17 thèses de doctorat sur 20 rejetées ! Il faut se pincer pour le croire !

Panade intellectuelle ou panne de créativité ? Dites-nous, Pr. Claude Abé : « *Beaucoup de gens sont entrés dans le paradigme du passager clandestin, c'est-à-dire quelqu'un qui veut avoir un avantage sans payer le prix* », pense le sociologue, dans une interview accordée en 2015 au site Camernews.com. Vous voyez, nous autre, n'avons pas en horreur de citer les contemporains. Pour un autre grand professeur, Hubert Mono Ndjana, « *c'est en termes de nourriture qu'on parle. Nous sommes dans la mentalité digestive. Pas étonnant que nous soyons dans la basse-cour* ». La pensée du tube digestif, quoi !... Pourtant, les titres et les cv sont aussi longs que les ouvrages et travaux que l'on plagie. Et, tenez-vous bien, le cycle infernal n'est pas bouclé. Il y a aussi les vrais-faux diplômes, le harcèlement sexuel et les fameuses « *Nst* », notes sexuellement transmissibles ». Franchement, il y a là un beau sujet de méditation supplémentaire pour les philosophes !

C'est vrai, l'université camerounaise est en décomposition comme le pays. On ne leur exigera pas de gagner un concours de morale, mais nos enseignants peuvent-ils se retourner les pouces alors qu'il y a tellement à faire avec la fameuse prime de recherche sans recherche ! Que n'ont-ils reçu du « *Renouveau* », ces enfants gâtés ? On dirait les Lions indomptables en Afrique du Sud, sortis au premier tour de la Coupe du monde, avec un maigrichon but marqué contre mille encaissés ! L'exposé laisse une impression curieuse au profane : c'est du bricolage, de l'artisanat, de l'empirisme pur dans nos académies. Ça nécessite des travaux aussi considérables que ceux de Kepler sur la gravitation.

Mutations

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration
Protais Ayangma

Directeur de publication a.i
Georges Alain Boyomo

Administration, finances et ressources humaines
Marie Sidonie Boulounou

Audit et contentieux
Adrien Bassang'na Bomba

Rédacteur en chef
Georges Alain Boyomo

Rédacteurs en chef adjoints a.i
Lucien Bodo (Actualité)
Michel Ferdinand (Magazines)

Chroniqueurs
Lucien Ntamag
Dubois Onana
Bibou Nissack

Caricaturiste
Robert Pougoué

RUBRIQUES

Société
Jean De Dieu Bidias

Economie
Lucien Bodo

Education
Nadine Guepi

Tech & Web
Marguerite Papan

Culture
Marthe Ndiang

Politique
Ludovic Amara

Sports
Jacques Eric Andjick

Santé/Environnement
Adrienne Engono Moussang

Digital
Pascal Dibamou

Rédaction
Wamba Sop, Paulette Ndong, Ibin Hassan, Josiane Afom, Désiré Domo, Vanessa Bassale,

Jean-Christophe Ongagna,
Dimitri Mebenga, Mélanie Ambombo, Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Guy Martial Tchinda

Relecture
Jules Stéphane Olinga

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST
Chef : Michel Ferdinand
Adjoint : Blaise Djouokep

CORRESPONDANTS
Grand Nord : Jacques Kaldaoussa
Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake
Est : Sebastian Chi Elvido
Sud : Guy-Roger Mvondo

Edition/Infographie
Samuel Tcheudjo
Valentin Essimi Tsanga

Service Commercial et Marketing
Chef : Michael Brobst

Chargées de clientèle
Pulcherie Nsia, Philiace Tamko
Lionel Akono, Augustine Nokam
Grâce Olinga
Suzanne Essono Nanga

Service de la comptabilité
Jacques Barnabé Nthep
Albert Mbende

Service Production
Joël Anong
Dieudonné Bitang

Service Distribution
Etienne Temfack
Hervé Ngomenda

Impression
Sopécam

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29
Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège
Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi
Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric



Dépannage d'appareils électroniques

Rencontre avec ces génies informels

Qui pourrait affirmer n'avoir jamais été dans le besoin de se faire dépanner son appareil électronique ? Encore moins n'avoir subi les tracasseries liées à la tâche de trouver un réparateur compétent ? Entre malhonnêteté des clients et celle des techniciens, le désamour n'est pas loin d'être consommé. L'avis général reste ainsi mitigé en ce qui concerne le dépannage de ces outils high-tech. Vers qui se tourner pour dépanner un téléphone ? Quelles attitudes adopter pour conserver ses appareils ? Mutations se propose de répondre à ces questions en donnant la parole à divers acteurs.



Dossier coordonné par Marguerite Papana

Avenue Kennedy

Une caverne d'Ali Baba

Ce grand lieu de commerce dans la ville de Yaoundé est sollicité pour l'achat, la réparation et le dépannage des appareils électroniques.



Par Marguerite Papana

Pour accéder au temple de réparation des appareils électroniques, il faut prendre des renseignements auprès des « apacheurs ». Des espèces de cannes qui vont à la pêche aux clients, en accostant les passants. Le long de la route, des téléphones sont exposés sur des présentoirs de fortune. Mais ici, ce sont juste des revendeurs qui présentent leurs marchandises. « C'est le couloir que vous voyez en face là », indique un jeune « apacheur » qui profite pour proposer ses services. Mais, d'autres boutiques de dépannage et de réparation d'appareils électroniques sont situées dans tous les recoins de l'Avenue Kennedy, « De Tiger jusqu'au marché central. Il suffit de demander un technicien », fait savoir un « gars du marché » (appellation donnée à ceux qui font le commerce sur cette avenue).

Le couloir en question est situé en face de la succursale d'une entreprise de téléphonie mobile. Tout le long et à chaque recoin, des boutiques de vente de téléphones. Pour se rendre à « Molare international », il faut encore longer une autre ruelle. Au milieu de ces échoppes, des femmes sont au fourneau. Elles vendent de la nourriture. Ici, il faut s'habituer au bruit des casseroles, associé à celui du brouhaha de la musique d'un bar non loin des cuisinières et des machines de jeux installées juste devant l'échoppe. A côté de la boutique au fond du couloir, trois jeunes hommes ont la tête baissée sur des appareils. L'enseigne indique : « Boutique de téléphones, ordinateurs, tablettes ». D'ailleurs, le comptoir vitré laisse voir divers téléphones androïdes de différentes marques. Suspendus sur une étagère, des ordinateurs portables de seconde main sont également exposés. Le « technicien » c'est Miguel, la vingtaine. C'est le plus jeune d'entre eux, fait savoir l'un des trois. Il a entre les mains un ordinateur portable de couleur rose qu'il manipule.

Au même moment, un jeune homme vient demander un chargeur d'ordinateur portable, le sien étant défilant. Le 05 avril dernier, la boutique est semblable au centre des urgences d'un hôpital. Les clients défilent sans arrêt. L'un d'entre eux s'amène, anxieux : « Gars, j'étais en train d'enregistrer des documents quand la machine s'est arrêtée », explique-t-il. Tel un médecin, Miguel s'enquiert de l'état de l'ordinateur portable. « Ça fait comment ? Est-ce que ça charge ? » interroge celui qui a subi une formation en télécommunication des réseaux. Diagnostic : un problème d'alimentation. Explication faite, il s'agit d'un bloc qui permet le démarrage de l'ordinateur portable. En peu de temps, par des gestes habituels forgés par l'expérience, il démonte la petite machine blanche. Entre-temps, le client qui n'est pas pressé s'installe sur un banc en face de la boutique.



Juste à côté, plus petite, une boutique encombrée de vieux câbles accrochés de part et d'autre. De loin, on distingue à peine les tresses du réparateur. C'est la venue d'un de ses clients qui le fait relever son nez du téléphone qu'il ausculte. « Gars, je suis très fâché contre toi... », fait savoir le client. S'ensuit une conversation entre les deux hommes. « Prends un bon plat à côté pour te calmer », répond le réparateur. Sur son comptoir qui lui sert de laboratoire, un téléphone de marque Motorola démonté, du scotch noir, un tournevis et un tube de colle. Le matériel de réparation du technicien. Mais celui-ci, semble-t-il, est spécialisé dans le déblocage des téléphones.

Le grand marché d'appareils électroniques est réputé être une vraie caverne d'Ali Baba. « Tout ce que tu veux, tu vas le trouver à l'Avenue Kennedy. Il suffit de bien se renseigner ». Et cela contribue sans doute à nourrir la réputation de

lieu de trafics et de recel qui entoure l'avenue. « Des gars vendent les dernières sorties de téléphone et les pièces détachées des grands téléphones. Ils les prennent où ? » s'enquiert, suspicieux, Jean-Noël. Les sollicitations sont diverses : changer les écrans de téléphone, des batteries... C'est aussi le lieu de faire des affaires. « Des clients appellent pour qu'on les aide à revendre leurs appareils ou ils viennent avec des téléphones nouvellement sortis », explique Miguel. Dans ce monde, les « retours » (assumer les conséquences lorsqu'une transaction fonctionne mal) ne manquent pas. Miguel en gère un depuis six mois. « J'ai arrangé la machine d'un client qui, six mois plus tard, est revenu en disant que j'ai changé son disque dur ». L'affaire est pendante en justice. Une situation récurrente qui, pour le jeune homme, serait due à la malhonnêteté, aussi bien des clients que des techniciens.



Douala

Glotelho, au service du dépannage des téléphones portables

C'est la principale activité menée par cette maison qui fonctionne depuis bientôt 17 ans.

 Par Renaud Inang

Aux premières heures de la matinée du 02 avril dernier, les portes de Global Telecommunication House (Glotelho) sont entr'ouvertes. A l'entrée du bâtiment qui abrite la structure, des affiches renseignent sur les différents services qu'elle offre. On se rend compte qu'en matière de dépannage de téléphones portables dans la ville de Douala, les regards sont tournés vers elle. La structure implantée au quartier Akwa, dans l'arrondissement de Douala 1er, est une référence dans le domaine, de l'avis de plusieurs clients. Dans la salle de « déblocage » de téléphones portables, les clients ne désespèrent pas. Des hôtes postées à l'accueil n'hésitent pas à les recevoir et les orienter devant le guichet approprié pour un diagnostic, communément appelé « *Chek-up* ». C'est à partir de là que l'utilisateur est fixé sur la nature de la panne, le montant à déboursier et le délai de réalisation, contenus dans un contrat de réparation. « C'est ce papier qui prouve que le client a déposé un appareil



Ambiance. dans l'un des laboratoires de dépannage de téléphones portables.

chez nous », explique Laurie, installée derrière un guichet. Les téléphones reçus sont ensuite déposés dans les différents laboratoires. Lesquels sont envahis par des téléphones portables dépiécés, chargeurs, batteries, coques, écrans et autres matériels utilisés dans le dépannage. Dans l'un d'entre eux, Gaëlle, l'œil collé à une loupe, s'active

à rétablir le système d'allumage d'un téléphone. Tandis que son collègue fixe la carte mère d'un autre à l'aide d'un fer à souder. A ce jour, l'entreprise que dirige Jonathan Chafeh, un ingénieur des télécommunications, emploie une main-d'œuvre estimée à une cinquantaine de personnes, la plupart étant spécialistes en technologies de l'information et de la communication (Tic). Une source fait savoir que la structure a été créée pour accompagner les fabricants de téléphones portables, dans le domaine de la maintenance de leurs appareils électroniques. Depuis près de 17 ans, l'entreprise s'est spécialisée dans la réparation de grandes marques de téléphones portables et offre une gamme variée de services aux clients. « Nous faisons dans le déblocage des téléphones, le dépannage, la réinitialisation, l'installation des applications, l'allumage, etc. », explique Raymond Ekeke, responsable du service après vente. A côté de ces premiers services, Glotelho assure également la maintenance des ordinateurs et autres appareils dans le domaine des Tic.

« Que pensez-vous de ces réparations de téléphones et ordinateurs portables ? »

 Par Arnaud Kuipo

Donald Touko

« La majorité est malhonnête »

Pour moi, la majorité des techniciens de téléphones est d'abord malhonnête. Vous pouvez apporter un téléphone qui a un problème de circuit de charge. Quand il dépanne ce circuit, certainement il a laissé un problème au niveau de la batterie ou à l'entrée de la puce. C'est pour que tu reviennes. Si vous vous connaissiez déjà, il peut faire un dépannage professionnel. Je parle en connaissance de cause.



Jean Calvin Mbassi

« Un téléphone retouché n'est plus le même »

Il faut reconnaître que la réparation d'un appareil intervient comme deuxième solution quand on est dans l'incapacité de se procurer un autre. J'ai remarqué que ces appareils retouchés ne rendent plus satisfaction. Parce qu'il y a des bons et mauvais réparateurs. J'ai eu un téléphone que j'ai apporté à un réparateur. Mais quand je suis allé le récupérer, il était dans un état qui ne m'a pas satisfait. Ceci m'a fait prendre la résolution d'acheter un téléphone neuf quand chaque fois que l'actuel est défectueux. Parce qu'un téléphone retouché n'est plus le même.



Raphaël Boudougou

« Ils ne m'inspirent pas confiance »

Parlant surtout des téléphones, j'aime aller dans une maison reconnue pour en acheter. Ainsi, lorsque mon appareil présente une panne, je vais au service après vente de cette maison. Donc, je n'ai jamais eu à faire à ces réparateurs que l'on trouve à l'Avenue Kennedy. Ils ne m'inspirent pas confiance. Je préfère aller où j'aurais un suivi conforme de mon appareil, et où je pourrais être remboursé facilement en cas de problème lors de la réparation. Si vous allez vers un réparateur installé d'une certaine façon et qu'il disparaît avec votre appareil du jour au lendemain, qu'allez-vous faire ?



Francis Bit

« Ce service est efficace »

Je pense que ce service est efficace. Ces réparateurs réussissent tout de même à satisfaire une certaine clientèle. Néanmoins, il y a des risques. Le premier est qu'on se fasse déposséder de son appareil. Ceci arrive souvent lorsqu'on n'est pas un habitué du milieu. Le réparateur peut prendre votre appareil et disparaître. C'est pourquoi il est mieux d'aller vers une personne que l'on connaît personnellement. À défaut, s'adresser à un réparateur qui a un atelier fixe et bien connu. Le deuxième est que le réparateur fasse mal le travail pour nous inciter à revenir.



Lemaire Many

Le médecin des téléphones portables

Il compte parmi ces dépanneurs qui soulagent plusieurs utilisateurs, bien que ne disposant pas d'une formation particulière dans le domaine.



Par Arnaud Kuipo

Des clients se succèdent dans l'atelier de Lemaire Many, un dépanneur de téléphones portables installé à l'Avenue Kennedy à Yaoundé. Dans l'après-midi, des usagers viennent soit pour récupérer un téléphone laissé pour dépannage, soit pour en solliciter un. En effet, les scènes de ce genre, Lemaire Many y est habitué depuis plus de dix ans.

La genèse de cette activité se situe en 2004, quand un dépanneur de téléviseur le met sur les rails du dépannage. Il lui propose la réparation des téléviseurs, ayant identifié ses aptitudes. Mais, l'originaire de Bafoussam, région de l'Ouest, opte plus tard pour les téléphones portables, car plus complexes, d'après lui. Après deux années aux côtés de son « mentor » Mohamed Abdouraman à Emombo et nanti d'un Cap (certificat d'aptitude professionnelle) en électronique, il s'installe à



son propre compte au quartier Essos, toujours à Yaoundé. « C'est là où je commence à avoir mes premiers 5.000 Fcfa », confie-t-il, avant de préciser qu'à Emombo, ce n'était pas facile. Par ailleurs, « pour être à jour, il faut être connecté »,

(de lundi à samedi). « Grâce à ma patience et aux conseils que j'ai reçus en évoluant, je n'ai pas encore eu un vrai problème avec un client », confie cet habitant de Mimboan, dont l'atelier forme aussi d'autres personnes.

ajoute ce technicien, qui dit se recycler constamment sur internet.

Il va connaître la traversée du désert, puisqu'il fait six mois sans travail véritable, après avoir été quelque peu chassé par ruse de son atelier. C'est un certain Michel - dont il fait la connaissance quand il égare les clés de son local d'Essos - qui lui permet de retrouver le sourire. Ce dernier, qui a d'ailleurs su gagner son respect, lui permet d'obtenir l'espace que les deux occupent actuellement à l'avenue Kennedy.

A ce jour, Lemaire Many, marié depuis trois ans, avoue être « à l'abri de beaucoup de choses ». Âgé aujourd'hui de 42 ans, cet aîné d'une fratrie de cinq dit épargner 10.000 Fcfa par jour de travail

Benjamin Lekoua Bimoa

Les privés n'ont pas investi dans ce domaine

Le président directeur général de Xnet Phone s'exprime sur les contours du dépannage des téléphones portables au Cameroun.



Par Arnaud Kuipo

Quelle attitude doit-on adopter quand notre téléphone subit une panne ?

Généralement, on ne peut pas répondre à cette question, parce qu'elle est trop large. D'abord, il faut savoir que le téléphone est un appareil multimédia qui englobe un certain nombre d'appareils high-tech. Alors, si c'est un téléphone de première génération, quand il ne s'allume plus, on peut se dire que c'est la batterie. Si on la change et que ça marche, on aura vu juste. Si on élargit aux téléphones androïdes, on aura des problèmes de tactile. Alors, il faut vous adresser à un technicien qui va supposer deux choses : soit c'est l'écran qui est défectueux, soit c'est l'afficheur. En effet, ce n'est pas possible de réparer soi-même un certain type de panne. On ne peut qu'émettre des hypothèses.

Est-ce que les réparateurs de téléphones installés en bordure de route sont recommandables ?

Il faut savoir que nous avons énormément de génies en Afrique et au Cameroun en particulier. Parmi ces réparateurs de l'avenue Kennedy, il y en a qui sont titulaires de Bts en électrotechnique et qui maîtrisent la soudure électronique. Il y en a également qui se sont formés dans le tas chez les Chinois ; et qui ont transmis des connaissances à d'autres parce que travaillant à leur côtés. Ainsi, le métier est rentré dans la rue. En fait, je ne peux pas certifier que ces techniciens sont recommandables. Tout comme on ne peut pas at-



ter avec certitude qu'ils ont eu une formation callée pour réparer ces appareils. Or, malheureusement au Cameroun, les privés n'ont pas investi dans ce domaine. Et nous essayons de solliciter l'Etat pour nous permettre d'installer un centre de formation pour ces métiers. Parce que nous

fabriquons des téléphones portables, nous nous rendons bien compte que localement, nous avons énormément de difficultés pour la maintenance et le service après vente de ces appareils. Dans le cadre de Xnet phone, nous avons fait venir -à l'époque où on fabriquait des téléphones de première génération-, deux techniciens qui avaient formé trois autres qui réparaient automatiquement les téléphones des clients.

Quel est le profil d'un bon réparateur de téléphone ?

Pour moi, ça va être plus la pratique que la théorie. Le téléphone portable, parce que c'est la nanotechnologie, parce que c'est miniaturisé, il faut vraiment avoir la bonne dextérité pour l'ouvrir et le refermer sans causer d'autres pannes. Donc, je pense que le meilleur réparateur c'est celui qui sait dire : « Je ne peux pas réparer celui-là ». En outre, les maisons-mères vont apporter un plus dans la réparation des appareils et le service après vente. Mais, je pense que les compagnies d'assurances doivent déjà réfléchir sur comment s'associer à la vente de ces produits, surtout pour les téléphones de grande valeur.

Quels conseils pour l'entretien de ces appareils ?

Quand vous acquérez un téléphone qui vous a coûté cher, la première chose à faire c'est mettre une sécurité qui peut être le code de verrouillage. Autre chose, il faut mettre des écrans supplémentaires, pour protéger l'écran. Ces accessoires sont tellement importants. De plus, je conseille à chaque maison de se doter en régulateurs de tension sur lesquels on va brancher une multiprise où on va uniquement charger les téléphones portables.

Extrême-Nord

Le tourisme à l'épreuve du terrorisme

Outre des nationaux, des étrangers ont recommencé à fouler le sol de la région, permettant une reprise timide de l'activité touristique.

 Par Jacques Kaldaoussa

Depuis quelques mois, l'on note un regain d'activité touristique dans la région de l'Extrême-Nord. Les arrivées des touristes occidentaux et nationaux se multiplient au fil des mois. La destination Extrême-Nord, encore placée dans la zone rouge pour cause d'attaques et attentats-kamikazes des terroristes de Boko Haram, recommence à intéresser peu à peu les visiteurs. En début mars 2018, ce sont 21 touristes russes qui sont allés visiter le pittoresque village Oudjila, dans le département du Mayo-Sava, à la découverte du palais du chef, un polygame marié à plus de 50 femmes.

Le gouvernement multiplie des charters envers les touristes étrangers afin de vendre la destination nord Cameroun. Depuis janvier dernier, de touristes allemands, turcs et polonais sillonnent les divers sites touristiques de la région. « Nous avons reçu des vagues de touristes français, allemands, polonais et même l'Association des fonctionnaires des finances de Garoua, qui sont venus en tourisme ici au courant du mois de décembre 2017. C'est dire que la sécurité est revenue et le tourisme a repris », se réjouit le gou-



Une délégation de touristes russes, à Oudjilla dans le Mayo-Sava.

verneur Midjiyawa Bakari. Il indique par ailleurs que tout est mis en œuvre pour la sécurité des visiteurs. Pour Jean Bello, délégué départemental du tourisme et des loisirs du

Mayo-Sava, « c'est l'hirondelle qui annonce le printemps. Le tourisme interne a de beaux jours devant lui. Les touristes peuvent agrémenter leurs séjours avec des festivals départementaux qui ont repris depuis le début de l'année 2018. Cela peut d'ailleurs rassurer les touristes qui n'ont plus rien à craindre ». Pareillement, les guides touristiques qui ont été contraints au chômage technique ou qui se sont reconvertis à autre chose depuis pratiquement six ans reprennent du service. « C'est vrai que la mayonnaise n'a pas totalement pris, mais nous recevons quelques réservations des touristes occidentaux au compte-gouttes. Nous prenons le plus grand soin de leur proposer des destinations et sites totalement à l'abri de la menace terroriste. Il y a par exemple les pics de Mindif et de Rhumsiki ou encore les paysages pittoresques des Kapsiki et des monts Mandara qui n'ont jamais été l'objet d'une quelconque menace liée à Boko Haram », explique David Deli Mha, guide touristique. Les cases en obus de Mourla, les lacs aux hippopotames de Guéré et de Maga dans le Mayo-Danay intéressent également ces visiteurs.

Me Sylvain Souop

Faire face aux défis de la mondialisation du droit

Représentant adjoint du bâtonnier dans le Centre, il parle états généraux du jeune avocat de la Cib qu'accueille le Cameroun du 16 au 18 avril prochain.

 Par Jean De Dieu Bidias

Le Cameroun accueille du 16 au 18 avril 2018 les états généraux du jeune avocat des barreaux de la Conférence internationale des barreaux de tradition juridique commune (Cib). C'est quoi cet événement et pourquoi se tient-il au Cameroun ?

Il convient de préciser d'emblée que c'est la première fois qu'un tel événement d'envergure internationale est organisé dans un barreau africain. Cela témoigne de la pugnacité de notre bâtonnier, à l'origine de cette idée autour de laquelle il a su fédérer les autres barreaux dont certains viendront des Caraïbes et des Amériques. C'est donc un privilège pour le Cameroun d'accueillir pendant trois jours, du 16 au 18 avril 2018, les jeunes avocats de plus de 40 pays d'Afrique et du monde, accompagnés de leurs bâtonniers respectifs pour réfléchir sur la problématique de l'exercice professionnel du jeune avocat, tout en balisant et imaginant des solutions pragmatiques pour faire face aux défis de plus en plus nombreux de la mondialisation du droit et l'intégration des Tic dans la pratique du métier d'avocat. Autrement dit, il s'agit d'un moment de rencontre et d'échanges intensifs entre jeunes avocats qui sont appelés à faire le point des entraves à leur exercice professionnel, tout en imaginant les pistes d'amélioration de leur productivité. Les jeunes prennent la parole entre eux pour débattre et trouver les solutions qu'ils vont proposer. Celles-ci sont impatientement attendues par les bâtonniers présents qui vont prendre la mesure de la situation et programmer la



mise en œuvre des propositions les plus pertinentes. Bien entendu, les pouvoirs publics des différents pays représentés seront saisis des résolutions issues de ces états généraux.

Quels sont les objectifs et surtout les grandes articulations de cette rencontre ?

S'agissant des objectifs, ils sont ceux que je viens de vous indiquer plus haut et l'un des moindres n'est pas la création des liens de confraternité et de collaboration entre les jeunes de plusieurs barreaux dans le monde. Les articulations des états généraux comportent trois temps. Après une séance protocolaire d'ouverture solennelle, les participants poursuivront les travaux en ateliers. Il y en aura qua-

tre autour des questions suivantes : « Intégration du jeune avocat au sein d'un barreau et d'un cabinet » ; « Quelles spécificités de l'exercice du jeune avocat ? » ; « Le jeune avocat, un citoyen : quelle place doit-il occuper dans la société ? » ; et enfin, « Le jeune avocat et les nouvelles technologies (atelier prospectif). Chaque atelier devant s'achever par des propositions d'amélioration de l'exercice professionnel du jeune avocat. Le troisième temps de ces états généraux sera consacré à un procès simulé où deux équipes de jeunes avocats vont se confronter avec force arguments contradictoires et déploiement de leurs talents de maître de la parole.

Au fait, c'est quoi la Conférence internationale des barreaux de tradition juridique commune ?

La Conférence internationale des barreaux de tradition juridique commune, dont l'acronyme est Cib, regroupe tous les barreaux du monde entier qui ont en partage la pratique du droit d'origine germano-latine, avec cette précision que, du fait de sa double culture juridique, le Cameroun a insisté (il a été entendu) pour que sa spécificité soit prise en compte et que les avocats pratiquant la Common law soient impliqués dans les travaux de la Cib. C'est pourquoi, vous verrez que les personnes chargées de l'organisation matérielle des états généraux et de la communication sur les travaux sont aussi bien des civilistes que des praticiens de la Common law. C'est la valeur ajoutée de la présence du barreau du Cameroun au sein de la Cib.

Appel à la candidature de Paul Biya

La nouvelle saison s'ouvre

Dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, de l'Ouest et du Littoral ; une certaine élite fait du président de la République leur candidat pour la présidentielle 2018.



Par Ludovic Amara

« Nord-Ouest, Sud-Ouest, Ouest, Littoral ; Paul Biya candidat des chefs traditionnels » ; c'est la manchette de Cameroon tribune, édition d'hier mercredi 11 avril. Quatre « appels à la candidature de Paul Biya » noircissent la page 6 du quotidien gouvernemental et sont signés des autorités traditionnelles des régions sus citées. Dans la région du Littoral par exemple, les chefs traditionnels « ont procédé à un examen minutieux et approfondi de la situation de leur région ». S'étant « félicités » d'un certain nombre de facteurs, « ils prient le chef de l'Etat, S.E monsieur Paul Biya de continuer, à la tête de [notre] pays ». D'où une invitation solennelle « à accepter de se porter candidat à l'élection présidentielle de 2018 ». Les chefs traditionnels de l'Ouest ne demandent pas moins : « [nous] vous prions, de vous présenter aux prochaines élections présidentielles ».

Dans ce mouvement d'ensemble, se sont associées les deux régions anglophones, secouées depuis fin 2016 par une crise sociopolitique qui s'est transformée en conflit ouvert entre mouvements séparatistes armés et forces de défense et de sécurité. L'association des chefs traditionnels de la région du Sud-Ouest demande également au président de la République, d'être candidat à sa propre succession et l'assure « du soutien massif de ses communautés » ; tandis que dans le Nord-Ouest, les Fons (chefs traditionnels) - comme pour faire bonne mesure -, appellent Paul



Présidentielle 2018. Paul Biya de nouveau appelé à se présenter.

Biya à lancer sa campagne électorale dans cette région, foyer de la crise anglophone et traditionnellement acrimonieuse envers le régime de Yaoundé.

Plusieurs constances se dégagent de ces nouveaux appels à la candidature du président Paul Biya, qui occupe la fonction de président de la République depuis le 06 novembre 1982. L'on peut noter qu'ils interviennent alors que le nouveau ministre de l'Administration territoriale (Minat), Paul Atanga Nji, - personnalité polémique de la crise anglophone -, a effectué des descentes dans lesdites régions. Le Minat y a apporté un message de fermeté du gouvernement dans le cadre de cette

crise, pendant qu'il vantait les mérites du chef de l'Etat dans le cadre de la recherche des solutions à ladite crise. Certains analystes n'y voient d'ailleurs pas de hasard dans le fait que ces premiers appels à la candidature de Paul Biya viennent des régions les moins favorables à son pouvoir.

De plus, ce qui apparaît désormais comme la nouvelle saison des appels s'ouvre à un peu plus de deux mois de la convocation du collège électoral pour l'élection d'un nouveau président de la République. Pour cette élection, le collège électoral doit en effet être convoqué entre la mi-juin et la mi-juillet, pour une élection qui doit se tenir en octobre. Dans une recette qui a fait ses preuves par le passé, le président Paul Biya ne déclare sa candidature que dans les derniers jours ; laissant avant cela, le soin au « peuple » de lancer des « appels » à sa candidature.

Le procédé avait déjà été expérimenté au cours des précédentes élections ; notamment avant l'élection de 2011, ou encore pour le projet de modification de la Constitution de 2008 qui devait permettre à Paul Biya d'être candidat à la présidentielle ad vitam aeternam. Cependant dès 2015 et au cours de l'année 2016, des appels à la candidature de Paul Biya - avec à la clé une modification de la Constitution afin que le scrutin présidentiel soit anticipé -, vont émaner des partisans de l'« homme du 06 novembre ». Il n'y donnera pas suite, confiant au passage à des diplomates qu'il n'était pas à l'origine desdits appels.

Enam

Paul Biya réorganise



Par Jean-Christophe Ongagna

Le président de la République, Paul Biya, a signé le 09 avril dernier, un décret « portant réorganisation de l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (Enam) ». Ce dernier vient remplacer celui signé le 29 mars 1995. Soit 23 ans après. Et surtout, mieux définir les champs de compétence de la direction générale de l'Enam et du ministère de tutelle à savoir, celui de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Minfopra).

Le texte reconnaît par exemple au directeur général, le pouvoir de l'organisation matérielle et technique du concours d'entrée à l'Enam. Ceci, jusqu'à la phase de publication des résultats d'admissibilité. C'est aussi au directeur général qu'incombe la supervision de la Commission chargée d'organiser les épreuves écrites et orales du concours d'entrée. Cependant, le dépouillement des procès-verbaux des épreuves écrites et orales, ainsi que le classement des candidats admis relève du Minfopra qui est chargé de mettre sur pied une Commission y relative. La proclamation des résultats définitifs des concours est désormais une prérogative exclusive du Minfopra.

Concernant le Conseil d'administration, les dispositions des articles 8 et 9 du décret du 09 avril dernier délimitent dans le temps, le mandat du président du Conseil d'administration (Pca) et les membres. Ainsi, « le président du Conseil

d'administration est nommé pour un mandat de trois (03) ans renouvelable une (01) fois ». Les membres sont également nommés « pour un mandat de trois (03) ans éventuellement renouvelable une (01) fois ». Quant au directeur général et son adjoint et d'après les dispositions de l'article 19, ils sont nommés par décret présidentiel « pour un mandat de trois (03) ans, éventuellement renouvelable de manière tacite deux (02) fois ». Soit six ans au plus pour les membres du conseil d'administration et neuf ans au plus pour le directeur général et son adjoint. A noter que cette réforme intervient quelques mois après le « duel

» entre l'ex-Minfopra, Michel Ange Angouing et le directeur général de l'Enam, Linus Toussaint Mendjana.



Une vue du campus de l'Enam.

Crises sociopolitiques

Les évêques réaffirment leur position

Problème anglophone, élections et avenir de la jeunesse sont des points soulevés par les prélats lors de leur 43ème assemblée plénière.

 Par Marguerite Papan

On a pris l'habitude de les entendre s'exprimer, ces hommes de Dieu, sur des questions épineuses au Cameroun. Et pour cette 43ème assemblée plénière de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun (Cenc), les évêques veulent toucher où ça fait mal. Le discours du président de la Cenc, Mgr Samuel Kleda, se fait donc plus politique, puisqu'il aborde des points tels que la crise anglophone ; un élément saillant de son propos. « *Si nous tenons encore à en parler, c'est certes parce qu'elle n'a pas encore trouvé de solutions. Elle ne cesse pas de prendre d'autres formes. Certains acteurs de cette crise n'hésitent pas à utiliser tous les moyens pour s'exprimer* », fait-il savoir. Une énième tentative des évêques pour essayer, à leur manière, d'aider à résoudre cette crise qui dure depuis près de deux ans déjà. La solution préconisée est et demeure un dialogue inclusif où toutes les parties seraient impliquées. « *Nous les évêques, nous avons eu à nous exprimer maintes fois sur cette crise et à entreprendre même des actions afin qu'une solution soit trouvée. Nous constatons que tous nos efforts ont toujours été vains. Nous invitons encore tous les acteurs impliqués dans cette crise à s'asseoir autour d'une même table, autour d'un dialogue inclusif ; que personne ne soit exclu de ce débat* », rappelle l'archevêque métropolitain de Douala. Un dialogue véritable car, d'après Mgr Michael Bibi,



évêque auxiliaire de l'archidiocèse de Bamenda dans la région du Nord-Ouest, « *le dialogue qu'on a eu jusqu'ici n'est pas le vrai dialogue. Quand il y a un problème qu'on doit régler, il faut appeler tous ceux qui sont responsables. Qu'il s'agisse de sécessionnistes ou de terroristes, nous sommes tous des Camerounais* ».

Jeunesse et échéances électorales

Il n'est un secret pour personne que les jeunes sont les acteurs et les victimes de tous les maux actuels au Cameroun ; la crise anglophone, la secte Boko Haram, la traite des personnes en Lybie, etc. Les prélats notent d'ailleurs que c'est la deuxième année consécutive où des élèves ne vont pas véritablement en classe dans les régions anglophones. Ces jeunes qui, d'après les évêques du Cameroun, sont sujets à la pauvreté, la précarité et à la misère. « *Ils sont prêts*

à se faire recruter partout pour donner un sens à leur vie. Les jeunes de la région de l'Extrême-Nord qui ont rejoint le groupe Boko Haram, ceux qui ont commis des violences dans les villages de la zone anglophone ; ce sont des jeunes qui manifestent leur colère contre leur vie sans avenir, qui se jettent sur les routes pour l'Europe. Nous tous Camerounais, devons nous interroger sérieusement sur ce qui nous arrive aujourd'hui », alerte Mgr Samuel Kleda, connu pour son franc-parler.

En ce qui concerne les prochains scrutins, la Cenc rappelle que « *des élections ne préparent pas au trouble dans un pays, mais assurent la participation des citoyens au choix politique et garantissent aux gouvernés, la possibilité de choisir et de contrôler leurs gouvernants ou de les remplacer de manière pacifique lorsque cela s'avère opportun* », relève l'archevêque métropolitain de Douala.

Cardinal Christian Tumi

Que tout le monde se retrouve autour d'une table

L'archevêque émérite de Douala prône le dialogue et fustige le non-respect des exigences de la Réunification.

 Par Rosine Ntolo

Quel regard portez-vous sur l'évolution de la crise anglophone aujourd'hui ?

Quand on parle de crise anglophone, la première idée qui me vient en tête, c'est que le temps est grave et que tant qu'on continue de tuer qui que ce soit, militaires, civils, parce que toute vie est sacrée ; ce sera toujours une impasse. Nous prions pour que le terrorisme cesse aussitôt que possible. Et que tout le monde se retrouve autour d'une table pour dialoguer. Tant qu'il n'y aura pas dialogue, c'est-à-dire que l'on s'écoute les uns les autres, la crise va continuer.

Et l'Eglise catholique, est-ce qu'elle devrait continuer à jouer son rôle de médiateur ?

Depuis le début de cette crise, l'Eglise catholique a toujours pensé que le dialogue est la solution. Maintenant, je crois qu'après cette conférence des évêques, nous allons publier un document adressé à tous les Camerounais. Toute action a toujours une origine. Et tant qu'on ne traite, ni ne résout cette cause, les effets vont croître. Donc, il faut qu'on se pose la question de savoir quelle est l'origine de cette crise ? Et après, ayons l'honnêteté et l'esprit d'objectivité de dire non seulement la vérité, mais la regarder en face.

Avez-vous une idée de l'origine de cette crise qui sévit depuis deux ans déjà dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun ?

Nous étions deux entités politiques différentes culturellement et même géographiquement, et nous avons décidé à un moment de nous unir. Presque tous les protagonistes de cette crise n'étaient pas encore nés à la Réunification, il y a 32 ans. C'est nous qui avons lutté pour la Réunification du Cameroun. Je crois que la cause de la crise, c'est l'infir-

mité aux exigences de la Réunification. Nous ne sommes pas restés fidèles aux demandes de cette Réunification. Je crois, peut être j'ai tort, que les intentions n'étaient pas les mêmes. Nos frères et sœurs francophones étaient déjà une nation indépendante, mais ils n'étaient pas libres. Cependant, nos frères et sœurs anglophones, eux n'étaient pas encore indépendants mais ils étaient libres.

Les deux nations ont trouvé une entente, comment vivre en paix et ensemble. Il y a des principes et des exigences sur lesquelles nous étions tous d'accord. Mais au fur et à mesure que l'histoire se déroulait, toute une partie francophone sous influence de la France il faut le dire, est devenue infidèle. Nous sommes maintenant où la partie francophone était à la Réunification c'est-à-dire, à la République. L'idée donc avec l'appui de la France - je sais de quoi je parle -, était d'assimiler les anglophones. Voilà le problème.

Les jeunes anglophones qui étaient nés en étudiant les documents à travers le monde ont constaté que le projet était de faire disparaître la culture anglaise de notre pays. D'où cette crise. Mon expérience à Rome, à l'ambassade de la France auprès du Saint siège : nous sommes invités dans cette ambassade et un officier de l'ambassade m'approche et me demande : « Monsieur, vous êtes de quel pays ? » Je dis le Cameroun, il me répond : « Ah, nous sommes contents nous les Français, que vous soyez en train d'assimiler les anglophones ». Je cite toujours cette histoire qui a défini la politique de nos frères et sœurs francophones. C'est-à-dire, faire disparaître tous ceux qui étaient anglo-saxons. Et voilà donc les effets aujourd'hui.

Avez-vous un message à faire passer à ces jeunes



qui revendiquent ?

Aux jeunes de « l'Ambazonie » où ceux qui veulent un Etat fédéral, je dis qu'il y a une seule issue au problème : le dialogue. Moi depuis ma jeunesse, je suis un fédéraliste. J'ai voté pour le fédéralisme et je reste fidèle à cette idéologie. Je ne crois pas à l'émiettement des Etats. Le monde entier maintenant va vers l'unité donc, il faut que nous trouvions comment vivre ensemble, en respectant les cultures héritées des Français et des Anglais ; comment nous pouvons profiter de ces deux cultures importantes dans le monde. Il faut casser les barrières linguistiques et se sentir Camerounais partout ; que ce soit dans le Nord-Ouest ou dans le Centre, nous sommes tous des Camerounais.

Programme des obsèques de
Amadangoleda Louis Baltazar
 1944 - 2018

RECEUILLEMENT TOUS LES SOIRS AU DOMICILE DU DEFUNT SIS A ANGUISSA

JEUDI 12 AVRIL 2018

20h : Office religieux suivie d'une veillée sans corps au domicile du défunt sis à Anguissa

VENDREDI 13 AVRIL 2018

10h : Levée de corps et mise en bière à l'hôpital général de Yaoundé

11h : Escale au domicile du défunt

13h : Départ pour le village BALAMBA

15h : Installation de la dépouille

20h : Office religieux suivie d'une veillée jusqu'à l'aube

SAMEDI 14 Avril 2018

10h : Rassemblement des populations

11h : Début des cérémonies traditionnelles

12h - 12h30 : Témoignages

12h30 - 13h30 : Office religieux

13h30 : Inhumation

Collation



Programme des obsèques de
Marie Madeleine AKOMO
 1988 - 2018

Du lundi 09 au 11 avril 2018

Recueillement chaque soir au domicile familial sis au quartier Nkoabang entrée carrière

Jeudi 12 avril 2018

- 15h : levée de corps à la morgue du CEFTA à Ekounou
- Départ, arrivée et installation de la dépouille au domicile familiale sis au quartier Nkoabang entrée carrière
- 20h00 : Messe et veillée jusqu'à l'aube

Vendredi 13 avril 2018

- 9h00 : départ de la dépouille pour Eloumden
- Arrivée et installation

Samedi 14 avril 2018

- Office religieux suivi de l'inhumation



Pollution maritime

Les acteurs du secteur s'arment pour une meilleure prévention

Suite au risque dû au déversement des hydrocarbures en mer, leurs dommages sur la faune et la flore maritimes, le golfe de Guinée met en place une riposte efficace.



Par Christelle Ngaleu (Cp)

Réunis depuis le lundi 09 avril dernier à l'hôtel Wafou à Abidjan en Côte d'Ivoire, ils sont une trentaine d'experts, formateurs, auditeurs et coordonnateurs des programmes d'appui à l'action de l'Etat en mer du Bénin, Congo, Sénégal, Nigeria, Libéria, Gabon, Togo, de Sao Tomé et Príncipe, de la République démocratique du Congo, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, et la Côte d'Ivoire. Jusqu'à demain vendredi 13 avril, ils plancheront sur «L'environnement maritime et l'exploitation pétrolière offshore».

L'objectif principal de la formation, à la fois juridique, technique et opérationnelle, consiste à renforcer les connaissances des responsables du secteur public comme du secteur privé pour prévenir les risques inhérents à toute activité de l'économie bleue. Les participants émanant des pays du golfe de Guinée se verront ainsi délivrer des éléments d'analyse leur permettant de mesurer les améliorations nécessaires à la prise en compte de ces risques, de se préparer à une participation active à une cellule de crise et pourront partager leurs expériences. Cette initiative de l'Institut de sécurité maritime interrégional (Ismi), avec l'appui de l'académie des sciences et techniques de la mer (Astm) et du gouvernement français, s'articulera autour de plusieurs sous-thèmes tels que la ges-



Les participants au rendez-vous d'Abidjan.

tion de crise maritime, l'organisation anti-pollution dans la zone, l'approche stratégique de gestion d'un avènement de pollution, ainsi que les techniques de lutte. Pour le Français Olivier Mornet, administrateur en chef des affaires maritimes en Côte d'Ivoire, «la pollution maritime n'a pas de frontière. Par conséquent, elle appelle de manière indispensable la coopération régionale et la collaboration entre autorités publiques et secteur privé».

Karim Coulibaly, directeur général de L'Astm, précise effectivement que «les déversements d'hydrocarbures en mer sont des événements imprévisibles qui peuvent causer des dom-

mages importants à l'environnement, la faune et les communautés côtières». Il ajoute que «le transport du pétrole a été responsable de plusieurs des plus grandes marées noires, notamment les accidents du Prestige (2001) et de l'Exxon Valdez (1989) et plus récemment, un nombre croissant d'incidents majeurs originaires de l'exploration et la production offshore». Le golfe de Guinée, qui se distingue par l'existence de routes maritimes stratégiques pour le commerce mondial et diverses activités d'exploitation de ressources d'hydrocarbures offshore, est fortement exposé aux risques de pollution marine.

Douala

500 patients seront soignés gratuitement

Le Cameroun bénéficie pour la première fois de ce geste du Rotary International.



Par Michel Ferdinand

À l'initiative du Rotary International, une mission médicale indienne au Cameroun procède depuis hier lundi, 09 avril 2018, à des interventions chirurgicales à Douala. Trois sites ont été retenus pour ces opérations qui se feront jusqu'au 19 avril prochain. Il s'agit de l'hôpital Laquintinie, de l'hôpital général et de l'hôpital gynéco-obstétrique et pédiatrique. Ces interventions sont ouvertes à plusieurs domaines tels que la chirurgie générale, l'orthopédie, l'oto-rhino-laryngologie, l'ophtalmologie, l'urologie, la gécologie, la chirurgie plastique et la neurochirurgie. Pendant onze jours, l'équipe composée de 23 médecins (chirurgiens et anesthésistes) et de 09 volontaires en provenance de l'Inde devrait administrer des opérations chirurgicales gratuites au profit de 500 personnes défavorisées, déjà identifiées. « L'an dernier, le Gabon a profité de l'expertise de cette équipe. Nous l'avons sollicité pour qu'elle soit au Cameroun aujourd'hui », se réjouit la coordinatrice du projet Medical Mission Cameroon, Marceline Enganalim, au cours d'une conférence de presse donnée le 08 avril 2018 à Douala. La gratuité des interventions, selon le directeur de l'hôpital Laquintinie, Pr Louis Richard Njock, s'étendra au suivi post-opération.



La santé avant tout.

La mission médicale humanitaire en provenance de l'Inde (du district 3080 du Rotary International) qui sillonne l'Afrique depuis une dizaine d'années pour offrir des soins médicaux aux indigents, a déjà séjourné dans dix pays africains dont le Rwanda. Cette mission est initiée par le Past President du Rotary International, M. Rajendra K. Saboo, et conduite par le Past District Governor, M. Ranjit Kumar. Le district 9150 du Rotary International, qui compte dix pays d'Afrique centrale, le Cameroun y compris, affiche 89 clubs et environ 1500 membres. L'association créée en 1905 à Chicago aux Etats-Unis rassemble en son sein des hommes et femmes motivés, qui se consacrent à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Transfusion sanguine

Un gap de plus de 300.000 poches de sang au Cameroun



Par Guy Martial Tchinda

Seules 91.000 poches sont collectées par an au pays, sur une demande estimée à 400.000. Le gap de plus de 300.000 poches s'explique pour certains par « le fait que pour obtenir une poche de sang à transfuser à ma personne, je dois payer des sommes faramineuses en plus d'avoir amené deux personnes qui donnent gratuitement leur sang », s'indigne un garde malade. Autre chose, ce sont des croyances magico-religieuses.

Cet approvisionnement insuffisant en poches de sang a des conséquences néfastes sur la santé. Le taux de mortalité maternelle reste élevé. Selon l'enquête démographique et de santé 2011, on dénombre 782 décès sur 100.000 naissances vivantes. Il en est de même pour la mortalité infanto-juvénile dont l'enquête à indicateurs multiples de 2014 révèle 103 décès sur 10.000 naissances vivantes. Au Cameroun l'une des causes majeures est liée à la fréquence des anémies d'origine carenciales et obstétricales ; des hémorragies diverses issues des accouchements ou encore des traumatismes (accidents), etc. Afin d'identifier les obstacles à l'efficacité du système de transfusion sanguine au Cameroun et de mettre en lumière le rôle du donneur bénévole de sang dans la chaîne transfusionnelle entre autres, la Fédération camerounaise des donneurs bénévoles de sang organise à Yaoundé du 24 au 25 avril prochain, le premier congrès national des donneurs bénévoles de sang du Cameroun. Elle a donné un point de presse à cet effet à Yaoundé le 09 avril dernier.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

AUTORITE AERONAUTIQUE

**Projet de Développement du Secteur des Transports
(PDST) /Volet Aérien**



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

CAMEROON CIVIL AVIATION AUTHORITY

**Transport Sector Development Project
(TSDP)/Areal Part**

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

(AAOI) N° 0074 /AAOI/CCAA/PDST/CIPM/2018 DU 10 Avril 2018_

Pour l'acquisition et l'installation des équipements de sureté dans les quatre Aéroports Internationaux du Cameroun (Yaoundé, Douala, Garoua et Maroua)

**Crédit BIRD No : 86500-CM ;
N° d'Identification du Projet : P150999**

- Cet Avis d'Appel d'Offres fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés paru dans «UN Development Business» le 03 Novembre 2016 au numéro WB5030.
- Le Gouvernement de la République du Cameroun a reçu crédit de Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour financer le **Projet de Développement du Secteur des Transports (PDST)**. La Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA), Etablissement Public Administratif et Agence d'Exécution du volet Aérien du PDST, a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit pour effectuer des paiements au titre du **Marché pour l'acquisition et l'installation des équipements de sureté dans les quatre Aéroports Internationaux du Cameroun (Yaoundé, Douala, Garoua et Maroua)**.
- Le **Directeur Général de la CCAA, Autorité Contractante**, sollicite des offres sous plis fermé de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises **pour l'acquisition et l'installation des équipements de sureté dans les quatre Aéroports Internationaux du Cameroun (Yaoundé, Douala, Garoua et Maroua)**.
- La passation du Marché sera conduite par Appel d'Offres International (AOI) tel que défini dans les « Directives : Passation des Marchés de Fournitures, de Travaux et de Services (autres que les Services de Consultants) par les Emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Don de l'IDA de Janvier 2011 », et ouvert à tous les soumissionnaires éligibles tels que définis dans les Directives.
- Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres aux adresses mentionnées ci-dessous **du lundi au vendredi entre 9 heures et 15 heures (heure locale)**.
- Les exigences en matière de qualifications sont :**
 - Capacité financière :**
 - Avoir réalisé au moins deux (02) marchés de fourniture d'un montant de deux Milliards (2 000 000 000) de Francs CFA XAF au cours des cinq dernières années (2013 - 2017), les montants doivent être fournis en monnaie librement convertible (HT & TTC) et les noms des bénéficiaires (joindre les références avec les contacts des cocontractants, les contrats, les PV de réception ou les attestations de service faits...).
 - Capacité technique et expérience**
 - Avoir réalisé au moins deux (02) marchés d'envergure similaire en tant que fournisseur principal ou sous-traitant, au cours des cinq (05) dernières années (2013 - 2017) (joindre les références avec les contacts des cocontractants, les contrats, les PV de réception ou les attestations de service faits...).
- Une marge de préférence applicable à certaines fournitures fabriquées localement ne sera pas octroyée aux soumissionnaires éligibles. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées, notamment la section III (Critères d'évaluation et de qualification).
- Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un Dossier d'Appel d'Offres complet rédigé en français, en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-après, contre un paiement non remboursable en espèces au compte n° 33598860001 94 intitulé CAS-ARMP domicilié dans toutes les agences BICEC, d'un montant de **Cent (100) mille francs CFA soit Cent cinquante-trois (153) Euros étant donné que 1 euro est égale à 655, 957 francs CFA**.

Ce reçu devra identifier le payeur comme représentant de l'Entreprise ou « Groupement » d'Entreprises désireuses de participer à l'Appel d'Offres.

8. Les offres, rédigées en français, en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devront être soumises à l'adresse ci-dessous au plus tard le **04 Juin 2018 à 14 heures (heures locales)**. **La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée**. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants à l'adresse mentionnée ci-dessous **04 Juin 2018 à 15 heures**. (heures locales)

- Les offres resteront valables pendant une durée de cent-vingt (120) jours.
- Les offres doivent comprendre « une garantie de l'offre » d'un montant de 40 000 000 (Quarante millions) Francs CFA ou l'équivalent en toute autre monnaie librement convertible.

L'ADRESSE DE SOUMISSION EST LA SUIVANTE :

Direction Générale de l'Autorité Aérienne ; Projet de Développement du Secteur des Transports / Volet Aérien ; Secrétariat de la Commission Interne de Passation des Marchés ; Situé à l'ancien Aéroport de Yaoundé-Cameroun, quartier Mvan.

Les enveloppes fermées devront comprendre la mention suivante :

(AAOI) N° 0074 /AAOI/CCAA/PDST/CIPM/2018 DU 10 Avril 2018_ **POUR L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION DES EQUIPEMENTS DE SURETE DANS LES QUATRE AEROPORTS INTERNATIONAUX DU CAMEROUN (YAOUNDE, DOUALA, GAROUA ET MAROUA)**.

« À N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

- Le soumissionnaire n'aura pas l'option de soumettre son offre par voie électronique.

Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

POUR LES INFORMATIONS :

- Direction Générale de l'Autorité Aérienne ; Projet de Développement du Secteur des Transports / Volet Aérien ; Secrétariat de la Commission Interne de Passation des Marchés ; Situé à l'ancien Aéroport de Yaoundé-Cameroun, quartier Mvan.
- E-mail : contact@ccaa.aero avec copie à rosine.ngomagla@ccaa.aero

Copies

- PDST
- CIPM
- ARMP
- PRESSES
- CHRONO ;
- ARCHIVES ;
- AFFICHAGE

Yaoundé, le 10 Avril 2018_

**Le Directeur Général de la Cameroon
Civil Aviation Authority
Autorité Contractante.**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

AUTORITE AERONAUTIQUE

**Projet de Développement du Secteur des Transports
(PDST) /Volet Aérien**



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

CAMEROON CIVIL AVIATION AUTHORITY

**Transport Sector Development Project
(TSDP)/Areal Part**

OPEN INTERNATIONAL CALL FOR TENDERS

No. 0074 /AAOI/CCAA/PDST/CIPM/2018 OF 10 April 2018_

FOR THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF SECURITY EQUIPMENT IN THE FOUR CAMEROON'S INTERNATIONAL AIRPORTS (YAOUNDE, DOUALA, GAROUA AND MAROUA)

**IBRD Credit No: 86500-CM;
Project Identification No: P150999.**

- This Call for Tenders follows the General Procurement Notice published in "UN Development Business" of 03 November 2016, Number WB5030.
- The Government of the Republic of Cameroon has received a loan from the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) to finance the **Transport Sector Development Project (PDST)**. The Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA), Public Administrative Institution and Executing Agency of the PDST Air Component, intends to apply part of the proceeds towards payments under the **contract for the acquisition and installation of security equipment in the four Cameroon's International Airports (Yaoundé, Douala, Garoua and Maroua)**.
- The **General Manager of CCAA, Contracting Authority**, hereby solicits tenders under sealed envelopes from eligible bidders meeting the required qualifications **for the acquisition and installation of security equipment in the four Cameroon's International Airports (Yaoundé, Douala, Garoua and Maroua)**.
- Bidding shall be conducted through Open International Call for Tenders (AOI) as defined in the "Guidelines : Award of Supply, Works and Services Contracts (Other than Consultant Services) by World Bank Borrowers under IBRD loans and IDA Credits and Grants, January 2011", and is open to all eligible bidders as defined in the Procurement Guidelines.
- Interested eligible bidders may obtain information and inspect the bidding documents from the address given below, **from Monday to Friday, between 9am and 3pm (local time)**.
- The main requirements in terms of qualifications are the following:
 - Financial capacity:**
 - Having achieved at least two (02) supply contracts of an amount of two billion (2,000,000,000) CFAI, over the past five (05) years (2013 -2017); amounts shall be provided in freely convertible currency (ET & ATI) including names of beneficiaries (attach references, contracts, acceptance reports or certificates of completion of services...).
 - Technical capacity and experience**
 - Having achieved at least two (02) similar contracts as main supplier or sub-contractor, over the past five years (2013 - 2017) (Attach references with co-contractors' contacts, acceptance reports, certificates of completion of services, etc...).
- No margin of preference applicable to some locally manufactured supplies shall be granted to eligible bidders. See the bidding documents for detailed information, including Section III (Evaluation and Qualification Criteria).
- Interested bidders may obtain a complete set of Bidding Documents, drafted in French, upon submission of a written application to the address below, against a non-refundable payment in cash in Account

No. 33598860001 94, referred to as CAS-ARMP, domiciled in all BICEC branches, of an amount of **One hundred thousand (100,000) CFA Francs, representing One hundred fifty three (153) Euros, given that 1 Euro is equal to 655.957 CFA Francs**. This receipt should identify the payer as Representative of the Company or Consortium of Companies wishing to participate in the Call for Tenders.

8. Tenders, drafted in French, in seven (07) copies, including one (01) original copy and six (06) copies, including one CD containing the digital version, labelled as such, shall be submitted to the address below, no later than **04 June 2018 at 2pm (local time)**. **Electronic bidding will not be permitted**. Tenders that are submitted after the deadline shall not be accepted. Tenders shall be opened in the presence of bidders or their representatives at the address below, at 3pm (local time).

- Tenders shall remain valid for a period of one hundred and twenty (120) days.
- Tenders shall include a "submission guarantee" of an amount of 40,000,000 (forty million) CFA Francs or equivalent in any other freely convertible currency.

THE ADDRESS OF SUBMISSION IS THE FOLLOWING:

CCAA Head Office, Transport Sector Development Project (PDST) - Air Component; Secretariat of the Internal Tenders Board; Situated at the Former Yaoundé-Cameroun Airport (Mvan Neighbourhood).

Sealed envelopes shall be labelled as follows :

"AONI No. 0074 /AONI/CCAA/PDST/CIPM/2018 OF 10 April 2018_ **FOR THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF SECURITY EQUIPMENT IN THE FOUR CAMEROON'S INTERNATIONAL AIRPORTS (YAOUNDE, DOUALA, GAROUA AND MAROUA)**

"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION"

- The bidder **shall not be provided with** the option to submit his bid electronically.
- The address referred to above is the following:

FOR INFORMATION:

- Cameroon Civil Aviation Authority Head Office, Transport Sector Development Project (PDST). Air Component; Secretariat of the Internal Tenders Board; Situated at the Former Yaoundé-Cameroun Airport (Mvan Neighbourhood), E-mail: contact@ccaa.aero with copy to rosine.ngomagla@ccaa.aero

Copies:

- PDST;
- CIPM;
- ARMP;
- PRESSES ;
- CHRONO ;
- ARCHIVES ;
- POSTING.

Yaoundé, 10 April 2018_

**The General Manager of Cameroon
Civil Aviation Authority
Contracting Authority**

Journée internationale de la poésie

La force des mots

A l'occasion de cette commémoration, un spectacle a été donné mardi dernier au Centre culturel camerounais à Yaoundé.

 Par Vanessa Bassale

Lorsque Vincent Essomba se rendait au centre culturel camerounais mardi dernier, il ne savait pas à quoi s'attendre. Quelques jours plus tôt, il avait reçu un message d'un de ses amis l'invitant à la cérémonie de commémoration de la Journée internationale de la poésie. C'est donc l'esprit plein d'incertitude qu'il franchit le seuil de cet établissement culturel à 17h 30min. Après quelques minutes, le responsable de la communication du ministère des Arts et de la Culture (Minac) déroule le programme de la soirée et annonce une série de poèmes. Lesquels seront déclamés par les membres de la troupe du théâtre national. Cette brève présentation achevée, le spectacle peut commencer. Sur scène, les artistes se succèdent. Par la beauté de la rime, la pertinence du texte et la précision de la mélodie, ils baladent le public sur des vagues de mots.

Des mots qui, parfois ne veulent rien dire, comme l'ont souligné les comédiens pendant qu'ils déclamaient tous ensemble un poème sur la force des mots. Avec une gestuelle aussi énergique qu'hilarante, ils réussissent à provoquer des éclats de rire dans la salle. Pour que personne ne se sente abandonné, les organisateurs ont tenu à ce que les poèmes soient déclamés dans les deux langues officielles. Si le premier artiste preste en français, le second le fera en anglais, ainsi de suite. De quoi satisfaire tout le monde. Au



total, 20 textes ont été présentés. Plusieurs d'entre eux ont retenu l'attention des spectateurs qui les connaissaient déjà par cœur. Car, ils sont enseignés dans les classes élé-

mentaires. Parmi eux, « Ouvre moi mon frère » de René Philombe ou encore « Les morts ne sont pas morts », tiré du recueil « Souffles des ancêtres » de Birago Diop.

Côte d'Ivoire

Des salons de coiffure transformés en bibliothèques

 Par Marthe Ndiang

L'idée est originale et séduit plus d'un. Se faire coiffer, prendre soin de soi, tout en ayant la possibilité de lire un livre. Jusqu'ici, on avait droit à des revues et autres magazines féminins. Mais là, ce sont des livres qui sont mis à la disposition des femmes à Abidjan en Côte d'Ivoire, le temps d'une coiffure. En somme, des salons de coiffure transformés en bibliothèques. Une façon de joindre l'utile à l'agréable qui ne déplaît pas. Car, de l'avis des femmes, entre s'occuper des enfants, de son foyer et des autres activités, elles ne trouvent pas toujours le temps de lire. Surtout qu'une fois les travaux terminés, elles sont gagnées par la fatigue. A ce moment-là, il devient impossible de lire, malgré sa bonne volonté, argue certaines. Des "coins-lecture" sont aménagés dans les salons et la bibliothèque nationale se charge du renouvellement du stock, ap-



prend-on. La plupart des ouvrages mis à la disposition de ces femmes relatent des histoires fictives, mais qui permettent de sensibiliser les femmes sur leurs droits, ceux de l'enfant et même sur l'égalité des sexes. Dans les stocks également, des livres pour apprendre le français et l'anglais. Une initiative qui permet de lutter contre l'analphabétisme. L'idée fait son chemin dans les habitudes. Et aujourd'hui, on compte 23 salons de coiffure transformés en bibliothèques dans toute la Côte d'Ivoire.

Festival d'effets spéciaux

Rendre le film camerounais compétitif à l'international

C'est l'un des objectifs de ce rendez-vous du 7ème art dont la seconde édition est prévue du 18 au 21 avril prochain à Yaoundé.

 Par Rosine Ntolo

Le festival international d'effets spéciaux de Yaoundé (Fx-Explosion) se tiendra du 18 au 21 avril prochain à Yaoundé. Le thème choisi pour cette 2e édition est : « Effets spéciaux et développement de l'industrie cinématographique en Afrique ». Pour faire de cet événement un moment inédit, plusieurs activités sont prévues. A savoir : expositions, concours du meilleur maquillage effets spéciaux, coup de cœur de l'organisation récompensant un long métrage (Sfx-vfx), conférences et des ateliers de formation. L'innovation de cette nouvelle édition réside surtout sur le Fx-Parc. Un point focal du festival où amateurs du cinéma, étudiants et professionnels retrouveront des animations interactives sur différents types d'effets spéciaux et les jeux vidéo.

« La maîtrise de la fabrication des effets

spéciaux est un levier pour l'amélioration de la qualité des productions cinématographiques et audiovisuelles au Cameroun. Les différentes activités de ce festival, hormis le volet formation, permettront aux films camerounais d'être compétitifs à l'international », explique Hermann Toukam Teutu, directeur du festival. Un prix spécial récompensant le meilleur rendu visuel dans un court métrage camerounais est également prévu. En lice, une dizaine de films. « Redeemed, Dieu peut encore » de Michel Azengo, « Challenge » et « Caesar » sont déjà connus. Il sera question pour les membres du jury Alphone Beni, Cyrille Masso, de dénicher l'œuvre cinématographique la plus originale. La levée de rideau prévue mercredi prochain se fera par un atelier sur le maquillage, présidé par Merveille Akamba, maquilleuse professionnelle.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

 MINISTERE DES FINANCES

 SECRETARIAT GENERAL



REPUBLIC OF CAMEROON

 MINISTRY OF FINANCE

 GENERAL SECRETARIAT

COMMUNIQUE

Le Ministre des Finances a l'honneur d'informer les personnels relevant de son département ministériel que, l'Ecole Nationale d'Administration Publique (ENAP) du Canada, en partenariat avec l'Institut Supérieur de Formation aux Métiers des Télécommunications, de l'Innovation, de Technologie, de Commerce et de Gestion (IFTIC-SUP), mettent à la disposition des jeunes camerounais de deux sexes, deux Masters en Administration Publique à savoir:

- Master Cadre disponible pour les travailleurs des administrations;
- Master Professionnel disponible pour les personnes titulaires d'un Bac +3.

Ces formations qui seront développées à Yaoundé ou à Kribi, débiteront en novembre 2018 et seront dispensées uniquement en langue française.

Les personnes intéressées sont invitées à faire parvenir avant le **29 juin 2018**, délai de rigueur, un dossier de candidature à renseigner directement et lisiblement par le candidat sur le lien www.cameroun.enap.ca.

Pour tout renseignement complémentaire, bien vouloir s'adresser à la Direction des Ressources Humaines (Service de la Formation, porte 134 du bâtiment A).

Yaoundé, le 10 AVR 2018



Louis-Paul MOTAZE

Cameroun-Rdc

Rugissez les Lionceaux !

Les deux sélections s'affrontent cet après-midi au stade militaire de Yaoundé, dans le cadre de la finale du tournoi de l'Uniffac.



Par Désiré Domo

Le ballon étant circulaire, Camerounais et Congolais (Rdc) descendent dans l'antre du stade militaire cet après-midi avec les mêmes atouts. Les mêmes avantages d'avoir effectué jusqu'ici un parcours sans faute. La finale du 5e tournoi de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale (Uniffac) qui oppose les deux sélections des U17 est loin d'être acquise ni pour les Léopards cadets encore moins pour les Lions cadets. Même si le Cameroun a l'avantage d'avoir remporté le match de classement lors de la 4e édition en 2017.

Logée dans la poule B en compagnie du Congo Brazzaville et la République centrafricaine (Rca), la République démocratique du Congo (Rdc) a effectué un parcours sans faute pendant la phase des matches de poules. Lors de sa sortie inaugurale la Rdc a pris le dessus sur le Congo Brazzaville, 3-2. Dans le même sillage, les bleu-rouge-jaune ont dominé la Rca (1-0) à l'occasion de la deuxième et dernière sortie des matches de poules. Synonyme de l'obtention du billet qualificatif pour les demi-finales de la compétition. Face, au Tchad en demi-finale mercredi dernier, le Congo a été sans pitié. 2-0, c'est le score qui a sanctionné cette rencontre disputée au stade Ahmadou Ahidjo de Yaoundé. C'est dire que le Cameroun a du pain sur la planche cet après-midi.

Le Cameroun, pays organisateur de ce tournoi, adversaire redoutable, au parcours également sans faille lors

de la phase des rencontres de poules, affiche des statistiques reluisantes. Soit un total de 4 buts marqués contre 2 encaissés en trois sorties. Logés dans le groupe A, les poulains de Thomas Libiih ont dicté la loi à leurs adversaires de groupe. Même si l'équation a été particulièrement difficile à résoudre lors de la sortie inaugurale face au Tchad (1-1), le Cameroun s'est hissé à la tête de cette poule en battant Sao Tomé et Principe lors du deuxième match. Une victoire qui lui permettra de croiser le Congo Brazzaville en demi-finale. Une demi-finale méfiante côté camerounais. Car, l'adversaire n'était pas des moindres, si l'on s'en tient à la défaite (6-1) infligée à la Rca lors de sa deuxième sortie. Heureusement, les Lions cadets vont obtenir le succès (1-0) au bout d'une rude bataille. Un succès qui leur vaut une place en finale cet après-midi.



Cameroun-Rdc. Rugissez les Lions !

Résultats matches en retard de la 13e journée de la Mtn Elite one

Cosmos-Racing	0-0
Bang Bullet-Dynamo	2-0
Pwd-As Matelots	2-1
Panthère-As Etoa Meki	0-1

Demain

Renaissance-Tonnerre
Lion Blessé-Ngaoundere University
National Polytechnic-Avion

Jeux du Commonwealth

Déjà huit athlètes portés disparus

Après les cinq qui ont été signalés mardi en mi-journée, trois autres membres de la délégation camerounaise sont introuvables.



Par Dimitri Mebenga

Huit sportifs camerounais à savoir, six hommes et deux femmes sont portés disparus en Australie. Ils sont boxeurs ou haltérophiles, partis à Gold Coast pour participer aux Jeux du Commonwealth. Ce mercredi 11 avril 2018, la délégation du Cameroun sur place a annoncé qu'ils étaient introuvables. Probablement d'autres défections. D'après le communiqué de l'équipe du Cameroun aux Jeux du Commonwealth, il s'agit des boxeurs Fotsala Simplicie, Fokou Arsène, Ndzie Tchoyi Christian, Yombo Ulrich et Ndiang Christelle ainsi que des haltérophiles Matam Matam Olivier Heracles, Minkoumba Petit David et Fouodji Arcangelina Sonkbou.

Depuis mardi, le Cameroun a constaté la disparition de près d'un cinquième des athlètes qu'il avait engagés aux Jeux du Commonwealth. Huit sur quarante-deux d'entre eux ont disparu en trois vagues successives, comme évanouis dans la nature australienne. « Certains ont même fui en laissant derrière leurs passeports, conservés par leurs coaches », explique le chef de mission camerounais à Gold Coast, Victor Agbor Nso, qui fait part de sa « grande surprise que ces athlètes aient quitté leurs chambres au village ».

La plupart ont attendu d'être éliminés dans leurs épreuves



Des athlètes camerounais.

respectives avant de disparaître. Tous ont en commun d'avoir déjà un palmarès. Arsène Fokou, 35 ans, est entré dans l'histoire en 2017 à Hambourg en Allemagne en devenant le premier boxeur d'Afrique centrale médaillé aux Championnats du monde. Le « super-lourd » est également champion d'Afrique en titre, comme le « mi-lourd » Ulrich Yombo ou la « poids plume » Christelle Ndiang, tous sacrés l'an passé au Congo-Brazzaville. Quant aux trois haltérophiles, médaillés aux Championnats d'Afrique en 2016 à do-

micile, deux d'entre eux avaient participé la même année aux Jeux olympiques à Rio.

Selon Simon Lyonga, l'attaché de presse de la délégation camerounaise, les visas des portés disparus expirent le 15 mai prochain. Aucun n'est donc encore dans l'illégalité. « C'est important de se souvenir que ces athlètes sont invités en Australie pour l'heure, ils peuvent voyager librement durant la durée de leur visa ».

Victor Agbo Nso se dit « un peu embarrassé parce qu'il y a des Camerounais en Australie qui avaient fui lors des Jeux du Commonwealth à Melbourne en 2006 [l'haltérophile Simplicie Ribouem, Ndlr] ou les Jeux olympiques de Sydney en 2000. Depuis, certains ont pris la nationalité australienne et ont gagné des médailles aux Jeux du Commonwealth en 2010 à New-Delhi et en 2014 à Glasgow ».

Le chef de mission camerounais ajoute que les athlètes de la délégation qui sont restés au village sont « tristes. Ce n'est pas bon pour l'image de notre pays ». Leur position n'est pas facile, car ils participent désormais aux épreuves sous les regards méfiants, comme s'ils allaient à leur tour disparaître dans la nature.

SOUS LE TRÈS HAUT PATRONAGE DE
S.E.M. PAUL BIYA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

LE MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT

ORGANISE LA 6^e ÉDITION DU



SALON

INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT
DU CAMEROUN

DU 26 AVRIL AU 05 MAI 2018
AU PALAIS DES CONGRES - YAOUNDE

THÈME

L'ARTISANAT AFRICAIN
ET LE COMMERCE ÉQUITABLE :
"ENJEUX ET PERSPECTIVES"



Alhaja Favour Communication

